

4° - La division clubs UNESCO et système des écoles associées (D.C.U.S.E.A.), assure une relation permanente entre la commission nationale et la Fédération Togolaise des Associations et Clubs UNESCO (FTACU) et coordonne au plan national les activités des Ecoles Associées de l'UNESCO,

5° - La division bibliothèque, documentation et archives (D.B.D.A.) est chargée de constituer, enrichir, conserver la bibliothèque, la documentation et archives relatives à l'UNESCO et diffuser les publications de l'UNESCO.

Art. 17 - Les chefs de division, le Secrétaire principal et le Chef de la comptabilité sont nommés par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement Supérieur, sur proposition du Secrétaire général.

Section 4. Les sous-commissions et Comités spécialisés

Art. 18 - Les membres de la Commission nationale sont répartis dans les sous-commissions nationales pour l'UNESCO ou dans les comités spécialisés en fonction de leur profil de formation ou des structures auxquelles ils appartiennent.

Art. 19 - Les sous-commissions nationales sont chargées de traiter des dossiers spécifiques de leurs compétences. Elles ont pour tâches de :

- étudier et donner des avis ou propositions sur les avant projets de stratégie à moyen terme et de programme et de budget de l'UNESCO ou sur tout autre dossier émanant de l'UNESCO ;
- collaborer à la préparation des dossiers des délégations aux Conférences générales, colloques et réunions d'experts convoqués par l'organisation ;
- élaborer des projets à soumettre à l'UNESCO dans le cadre de ses divers programmes.

Art. 20 : La Commission nationale pour l'UNESCO comprend 7 Sous-commissions nationales correspondant aux secteurs d'activités de l'UNESCO.

Ce sont :

- la Sous-Commission I : Education ;
- la Sous-Commission II : Sciences, Technologie et Environnement ;
- la Sous-Commission III : Culture et Développement ,
- la Sous-Commission IV : Communication ,
- la Sous-Commission V : Sciences Sociales et Humaines ,
- la Sous-Commission VI : Droits de l'Homme, Démocratie et Paix ,
- la Sous-Commission VII : Enseignement supérieur et Recherche.

Art. 21 - Les présidents des sous-commissions nationales relevant des départements et services techniques concernés sont nommés par arrêté du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, pour une durée de 4 ans renouvelable, sur proposition de leurs ministres de tutelle.

Le Secrétaire général de la Commission nationale pour l'UNESCO

assure la coordination des travaux de toutes les Sous-commissions.

Art. 22 - La Commission nationale dispose de Comités nationaux spécialisés, permanents ou non, dans le cadre de l'application de certains programmes spécifiques de l'UNESCO ou de la mise en œuvre de certaines activités liées aux domaines de compétence de l'UNESCO.

Art. 23 - D'autres comités, spécialisés, permanents ou temporaires, peuvent être constitués auprès de la Commission nationale pour l'exécution de programmes spécifiques ou la mise en œuvre d'activités particulières.

Art. 24 - Les membres des comités nationaux spécialisés peuvent ne pas être choisis parmi les membres de la Commission nationale.

CHAPITRE III: DISPOSITIONS FINALES

Art. 25 - Est abrogé le décret n° 63-121 du 19 septembre 1963 portant création de la Commission nationale de l'UNESCO de la République Togolaise.

Art. 26 - Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le 08 octobre 2003

Le premier ministre
Koffi SAMA

Le ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche
Charles Kondi A G B A

Le président de la République
Gnassingbé EYADEMA

DECRET N° 2003 - 262 / PR du 8 octobre 2003 portant approbation des statuts de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre de la fonction publique, du travail et de l'emploi et du ministre de l'économie, des finances et des privatisations ;

Vu la Constitution du 14 octobre ;

Vu l'ordonnance n°39/73 du 12 novembre 1973 instituant un code de sécurité sociale ;

Vu la loi n°2001-016 du 29 novembre 2001 portant définition du cadre institutionnel et juridique de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ,

Vu les statuts de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale adoptés par le Conseil d'Administration ;

Vu le décret n°2003-229/PR du 29 juillet 2003 portant composition du Gouvernement modifié par le décret n°2003-233/PR du 04 août 2003 ;

Le Conseil des Ministres entendu

DECRETE:

Article premier : Sont approuvés les statuts de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), organisme de droit privé d'utilité publique placé sous le contrôle de l'Etat, annexés au présent décret.

Art. 2 - Les biens et deniers de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sont insaisissables. Aucune opposition ne peut être pratiquée sur les sommes qui lui sont dues.

Les créanciers porteurs d'un titre exécutoire contre la CNSS peuvent, à défaut d'un règlement immédiat, se pourvoir devant le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale qui est tenu de procéder à l'inscription du crédit au budget suivant de l'organisme.

Art. 3 - La Caisse Nationale de Sécurité Sociale dispose, pour le recouvrement de ses créances, des prérogatives et privilèges analogues à ceux du Trésor Public. Ces privilèges prennent rang immédiatement après les créances des salariés.

Art. 4 - Les administrateurs salariés bénéficient auprès de leurs entreprises respectives des autorisations nécessaires pour accomplir leur mission au Conseil d'Administration de la CNSS.

Art. 5 - Est abrogé le décret n° 82-53 du 15 mars 1982, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

Art. 6 - Le ministre de la fonction publique, du travail et de l'emploi, et le ministre de l'économie, des finances et des privatisations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 08 octobre 2003

Le ministre de la fonction publique, du travail et de l'emploi
Rodolphe Kossivi OSSEYI

Le premier ministre
Kofi SAMA

Le ministre de l'économie, des finances et des privatisations
Débaba BALE

Le président de la République
Gnassingbé EYADEMA